

Bonjour à tous et toutes,

Merci d'avoir répondu à notre invitation.

Avant de répondre à vos questions, nous rappellerons les faits qui motivent cette invitation.

Suite à la grève dans le groupe des Opalines à Foucherans (Jura), les salariés des établissements d'hébergement de personnes âgées (EHPAD) ont manifesté à plusieurs reprises leur colère et dénoncé leurs conditions de travail déplorable :

- dans le cadre de mouvements nationaux, le 30 janvier et le 15 mars 2018, mouvement qui rappelons-le a mobilisé près de 30 % des personnels, toutes catégories professionnelles confondues,
- dans des conflits locaux, souvent passés inaperçus.

Ces conflits sociaux ont permis de libérer la parole de ces personnels en souffrance et de poser la question de la qualité de la prise en charge de nos aînés.

Si cette question ne nous concerne pas tous-toutes aujourd'hui, qu'en sera-t-il demain ?, elle concerne de nombreuses familles qui ont dû se résoudre à placer leurs anciens en maison de retraite, faute de pouvoir s'en occuper eux-mêmes pour des raisons des plus diverses.

Est-il acceptable aujourd'hui que nombre de personnes âgées, après une vie de labeur et ayant quitté leur lieu de vie, finissent leur vie dans l'indignité et la maltraitance ? Un EHPAD doit-il être un lieu de soins (soins prodigués à minima) en lieu et d'un lieu de vie tel qu'il avait dans un premier temps imaginé ?

Nous éviterons une généralisation facile, car si tous les EHPAD ne ressemblent pas à ceux filmés par le reportage d'envoyé spécial le jeudi 20 septembre, ils restent suffisamment nombreux pour ne pas enterrer la question, à commencer par ces EHPAD où les aspects économiques l'emportent sur la dignité humaine.

Parlons-nous de cas isolés ou s'agit-il d'un problème structurel de la prise en charge des personnes âgées ? Ne doit-il pas y avoir une large réflexion politique sur le sujet ?

Tout d'abord rappelons que le vieillissement de la population française était prévisible (le fameux baby-boom) et que les pouvoirs publics ne l'ont pas anticipé que ce soit en terme de financement ou de structures.

De plus les gouvernements successifs ont cru bon de confier cette prise en charge à des groupes de Santé privée commerciale se déchargeant ainsi de leurs obligations morales et financières envers leurs « vieux ».

Rappelons que ces grands groupes privés (ORPEA/KORIAN /DOMUSVI/XXXX) ont fait fortune en 20 ans et arrosent aujourd'hui largement leurs actionnaires et fonds de pension avec de l'argent public.

Les bénéfices accumulés ont été réalisés avec la sueur et au détriment des conditions de travail des personnels, apportant lot leur souffrance morale et physique et une immense frustration de ne pouvoir réaliser le métier qu'ils ont choisi dans des conditions décentes tel que l'on a pu leur enseigner à travers leurs études.

Parallèlement le secteur public et le secteur associatif non lucratif ont subi des cures d'austérité sans précédent, dégradant les conditions de travail des personnels et d'hébergement des résidents.

Le gouvernement actuel, brusquement réveillé par les mouvements sociaux, a fait lui aussi le constat de l'insuffisance des financements ; le rapport parlementaire des Députées Mmes FIAT et

IBORRA qui a fait suite à ces mouvements sociaux évoque même la notion de « maltraitance institutionnelle ».

Mais le gouvernement, loin de rompre avec ses dogmes libéraux, a décidé d'injecter quelques centaines de millions qui ne font office que de « pansements » et autres effets de communication alors que la Cgt chiffre les besoins à plus de 4 milliards.

Il pérennise un système injuste et incapable de répondre aux besoins de la population.

La parole des personnels des EHPAD a longtemps été ignorée par les gouvernements et les tutelles (comme les Agences régionales de santé, ARS) et il grand temps de mettre un terme à cette situation inacceptable.

C'est pourquoi des salariés comme Hella ont décidé de parler à visage découvert dans le reportage de FR2, je la cite « pour moi, aide-soignante, pour mes collègues, pour les familles et surtout pour les résidents dont j'ai eu à m'occuper ».

Car les soignants parlent, ils disent : « je n'en peux plus, je deviens mal traitant-e » « ce n'est pas comme cela que j'ai appris mon métier », « j'ai l'impression de travailler à l'usine », « je prends des traitements pour tenir le coup » etc.

Mais malheur à celles et ceux qui parlent trop fort et brise l'omerta !

Malheur à celles et ceux qui refusent « le travail et tais toi » car les pressions suivies de sanctions tombent.

C'est pourquoi les structures CGT (du local au national, du professionnel à l'interprofessionnel) dénoncent comment Hella parmi d'autres a injustement été licenciée par son employeur, qui n'était même pas concerné par le reportage incriminé mais qui de par son attitude cautionne le fait que les salariés ne doivent pas avoir le droit de s'exprimer librement.

La Cgt, dans toutes ses composantes est et sera aux côtés d'Hella et de l'ensemble des salariés qui hier, aujourd'hui, demain, depuis trop longtemps, sont et seront engagé dans ce combat juste et légitime et prendra part à toutes les discussions autour de ce débat qui est un débat de société et pas une affaire de spécialistes.

Avant de vous laisser la parole, je vous présente l'ensemble des représentants de cette conférence de presse.